



Pays andins et Cuba

N°30 – Août 2019

Région
2018^E – Population : 152 M
PIB : 914 Mds USD

Marché	Derniers cours	Var. hebdo. (%)	Var. annuelle (%)
Pétrole (USD / baril WTI)	55,8	0,2%	-1,7%
Zinc (USD / t)	2260,0	0,2%	-10,8%
Cuivre (USD / t)	5652,0	-0,8%	-7,6%
Nickel (USD / t)	16000,0	1,6%	18,9%
USD/COP	3475,5	2,0%	18,1%
USD/PEN	3,40	0,6%	3,5%
EUR/VES (taux BCV)	20407,0	17,2%	

Note : les variations positives du taux change indiquent une dépréciation de la monnaie locale

Bolivie
2018 – Population : 11 M
PIB : 42 Mds USD

Le gouvernement a pris des mesures pour améliorer le service de la ligne aérienne Boliviana de Aviación (BoA).

Les 40 incidents aériens de la ligne aérienne nationale au cours des 10 dernières années ont poussé le gouvernement à émettre trois décrets suprêmes pour améliorer son service : adoption du régime prévu par la Loi d'Entreprises Publiques de 2013 (autonomie administrative accrue), hausse des salaires des pilotes d'environ 25% avec une prime variable à la performance portant le salaire moyen à 5.000 USD, transfert de 17,5 MUSD pour le renouvellement de sa flotte (leasing acquisition de 5 Boeing et de 2 Airbus).

Les exportations au premier semestre 2019 s'élèvent à 4,1 Mds USD, en baisse de 8% en g.a.

Les exportations non traditionnelles (agroalimentaire) ont diminué de 5% en valeur mais augmenté de 17% en volume, tandis que les traditionnelles (mines et hydrocarbures) ont baissé de 9% en valeur et 28% en volume.

Violents incendies de forêts.

À l'image du Brésil, la région de Chiquitanía (Santa Cruz) est en proie à des incendies depuis 25 jours qui ont déjà ravagé 1 M ha de forêt. Il s'agirait à l'origine d'incendies volontaires (dans le but de défricher des forêts afin de libérer des terres pour l'agriculture) qui n'ont pu être maîtrisés et se sont étendus. Le gouvernement a réagi en louant un avion citerne Supertanker aux États-Unis et en décrétant une « pause écologique » (suspension de la vente de terres récemment défrichées). Le gouvernement est accusé d'encourager la déforestation avec le décret suprême 3973 (dont un amendement récent rend plus facile le défrichage des forêts pour l'activité agricole) et la loi 3425 (sur la vente de terres arides). Il lui est aussi reproché de refuser de déclarer ces incendies en tant que « désastre naturel » limitant ainsi l'aide internationale que la Bolivie peut recevoir. Le gouvernement pour sa part met en avant sa réaction rapide wet le besoin des petits exploitants de gagner du terrain sur la forêt.

Colombie
2018 – Population : 48 M
PIB : 337 Mds USD

Hausse modeste de la production industrielle au 1^{er} semestre.

La production industrielle n'a progressé que de 1,8% au 1^{er} semestre, contre +2,8% un an plus tôt. Parmi les secteurs porteurs figuraient les produits chimiques divers (+13,1%), les produits pharmaceutiques (+9,4%) et les véhicules automobiles (+8,0%). En revanche, la production a reculé pour les pièces automobiles (-5,5%), le textile (-3,0%) et le raffinage pétrolier (-1,3%).

Cuba
2018 – Population : 12 M
PIB : 96 Mds USD

Le gouvernement rationalise les ventes de gaz liquéfié.

La réglementation des ventes de bombones de gaz liquéfié, principal combustible utilisé pour cuisiner par les familles cubaines, est entrée en vigueur et limite la vente de gaz liquéfié à 10kg tous les mois pour les ménages de 5 personnes, tous les 44 jours pour un individu vivant seul. Ces restrictions, qui concernent tant les ménages que le secteur public, font suite aux difficultés d'acheminement du gaz dans toutes les provinces cubaines en raison des pénuries de carburant qui frappent le pays.

Equateur
2018 – Population : 17 M
PIB : 107 Mds USD

Le besoin de financement du budget de l'Etat pour 2019 est couvert à 60%.

Sur ce total de 9 Mds USD, les multilatéraux ont déboursé 2,1 Mds USD au 27 août et doivent encore engager 2,5 Mds USD jusqu'au mois de décembre. Pour couvrir le reste, le gouvernement pourrait recourir une nouvelle fois aux marchés financiers (émission de 1 Md USD sur 1,75 Md USD budgétés) et surtout accélérer la vente d'actifs (entreprises publiques) pour un montant de 1 Md USD.



Brèves économiques Pays Andins et Cuba – Semaine du 23 au 29 août 2019 © DG Trésor

Nouveau projet de raffinerie.

Le Ministère des Hydrocarbures a lancé, à l'attention d'investisseurs privés, le projet d'une nouvelle raffinerie d'une capacité de 300.000 b/j. Ce projet devrait être opérationnel dans deux ans et demi, selon le calendrier établi. Les investisseurs intéressés devront présenter leurs offres sous 30 jours. Le ministère estime que le coût de cette nouvelle raffinerie, qui marque l'abandon définitif du projet de raffinerie du Pacifique, devrait être de l'ordre de 6 Mds USD.

La BID a approuvé un nouveau prêt de 75 MUSD.

Ce prêt vise à financer un programme d'optimisation de six entreprises publiques (professionnalisation de la gestion, réforme à la loi des entreprises publiques et transparence dans les comptes).

Pérou**2018 – Population : 33 M****PIB : 229 Mds USD****Le Ministère de l'Économie et des Finances présente son rapport 2020-2023.**

Ce rapport dit « Cadre Macroéconomique Pluriannuel », actualisé annuellement, prévoit une croissance de 3% pour 2019 et de 4,4% en moyenne pour les quatre années suivantes. La révision à la baisse pour 2019 est due aux effets de la guerre commerciale Chine-États-Unis et des chocs d'offre dans les secteurs primaires (pêche, mines, manufacture), dont le PIB a baissé de 3,1% au 1S2019. En revanche, le PIB non-primaire a crû de 3,3% et l'investissement privé a progressé de 2,9% au 1T 2019 et 5,1% au 2T 2019. Ce dernier devrait continuer à accélérer grâce au projet de la ligne 2 du métro de Lima et aux grands projets miniers (Quellaveco, Mina Justa et Toromocho). L'investissement public, qui devrait progresser de 2,5% en 2019, bénéficierait de la reconstruction post Niño Costero et de la modernisation de la raffinerie de Talara.

Le pouvoir judiciaire décide d'inclure Lamsac (Vinci Highways) dans un procès civil.

La Cour Suprême a accepté le recours en cassation, déposé par le Défenseur des Intérêts Patrimoniaux de l'État dans l'affaire Lava Jato, consistant à inclure Lamsac, concessionnaire de l'autoroute urbaine « Línea Amarilla » à Lima, comme tierce partie civilement responsable dans le cadre du procès civil de Domingo Arzubalde, ancien fonctionnaire de la mairie de Lima, pour avoir irrégulièrement favorisé Lamsac (appartenant à l'époque à OAS) dans le cadre du contrat de concession. Le pouvoir judiciaire a donc décidé que cette demande ferait l'objet d'un nouveau procès civil où l'État pourrait réclamer à Lamsac environ 5 MUSD.

Venezuela**2018 – Population : 32 M****PIB : 96 Mds USD****Gazprombank cède sa participation dans la banque russo-vénézuélienne Evrofinance Mosnarbank.**

Constituée pour financer les projets pétroliers russo-vénézuéliens, la banque Evrofinance Mosnarbank était jusqu'à présent détenue à 50% par l'institution financière vénézuélienne FONDEN, en partenariat avec les banques russes Gazprombank et VTB Bank (détenant chacune 25% du capital). Cette cession du capital de Gazprombank s'explique par les sanctions américaines à l'encontre d'Evrofinance Mosnarbank, imposées en mars dernier par l'OFAC en raison du soutien qu'apporterait la banque russo-vénézuélienne à l'entreprise nationale pétrolière (PDVSA) et à la crypto-monnaie Petro.

Rosneft devient le principal client de PDVSA.

Le groupe pétrolier russe aurait acquis 40% des cargaisons pétrolières en juillet et les 2/3 des livraisons faites les deux premières semaines d'août. Selon la presse, ces achats serviraient à alimenter les raffineries indiennes du groupe russe et seraient également faits pour le compte de raffineurs chinois et indiens.

Les recettes pétrolières seraient à leur plus bas niveau historique.

Selon la direction *ad hoc* de PDVSA nommée par Juan Guaido, la production pétrolière avoisinerait 700.000 b/j, dont seulement 100.000 b/j généreraient des recettes pétrolières. Le reste serait essentiellement destiné à rembourser les engagements envers la Chine et la Russie (500.000 b/j). Concernant les produits pétroliers, le dirigeant des travailleurs pétroliers, Yvan Freites, estime que 57.000 b/j seraient envoyés à Cuba et 40.000 b/j sortiraient en contrebande.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Pays andins et Cuba
Revu par : Julien BUISSART

Version du 29 août 2019